

Les mille sources de la Colère

N° 123

MAI 2019

GREVE du 09 mai 2019

Camarades, bravo encore pour la mobilisation !

Avec **43.85%** de grévistes dans le département (24.18% au national), vous montrez au directeur, au ministre, au président mais également à l'ensemble des collègues du pays que la partie n'est pas jouée et que la lutte continue. Ce score serait déjà honorable pour une grève purement DDFIP, mais il s'agissait là, en plus, d'un appel à la grève plus large, pour la défense de la fonction publique dans son ensemble. Pour mémoire, une dizaine de vos collègues ont tracté et fait signer la pétition, de 8h30 à 9h30, devant les grilles fermées du CFP de Brive Gontran Royer : les usagers sont à l'écoute et comprennent notre mobilisation car, ils le disent eux mêmes, ils sont attachés au service public pour tous les citoyens, en zone rurale et partout en France.

POUR CEUX QUI CROIENT ENCORE QUE LA REFORME NE LES TOUCHERA PAS!

Cliquez [ICI](#) pour accéder au site « economie.gouv » pour trouver l'info :

L'ACCOMPAGNEMENT DES TRANSFORMATIONS PUBLIQUES

Je suis agent dans une Direction départementale des finances publiques.

Mon service est en restructuration et mon poste est supprimé.



Ma directrice me propose un poste dans un autre département, mais je ne souhaite pas déménager pour des raisons familiales.

Grâce à la **priorité d'affectation locale**, le préfet pourra « **préempter** » un poste vacant relevant d'un autre service de l'Etat et correspondant à mes compétences, pour que je puisse poursuivre ma carrière dans le département.

Si besoin, je pourrais bénéficier d'une formation facilitant la prise de fonction sur mon nouveau poste avec maintien de ma rémunération.

Et si je souhaite profiter de cette occasion pour rejoindre le secteur privé, je bénéficierais d'un accompagnement particulier et d'une indemnité de départ volontaire. Je pourrais également être mis à disposition temporairement au sein de l'entreprise privée avant de démissionner de la fonction publique.

Quand la DGFIP braque certains de ses agents !

Le 31 janvier 2019, par un message de quelques lignes sur Ulysse, la DGFIP annonce que la prime de rendement sera mensualisée pour l'ensemble de ses agents. L'information, diffusée assez discrètement, passe pour naturelle puisque la prime de tous les agents est alignée selon les mêmes modalités de versement.

Or, elle comporte une véritable inégalité de traitement notamment pour les agents ex filière fiscale. En effet, la DGFIP «n'aurait pas mesuré» les conséquences néfastes pour ceux qui touchent encore la prime semestriellement.

Ces agents en 2019 ont reçu le solde de la prime 2018 en janvier 2019, et vont voir leur prime 2019 versée à 75 %.

Et pour 2020, ils recevront le solde de 25 % de 2019 et la prime mensualisée de 2020. Ainsi, leur Revenu Fiscal de Référence est gonflé artificiellement sur deux années de suite, ce qui pourra entraîner pour certains des pertes de prestations sociales et pour beaucoup l'augmentation de leur taux de Prélèvement à la Source.

Le culte du numéraire

Depuis des mois, pour justifier les suppressions de personnels, les directions intimement l'ordre aux collègues de postes comptables d'annoncer à la plèbe que les chèques et espèces c'est moins de 300 €. Ajoutez à cela que bientôt les caisses fermeront ou n'accepteront plus d'espèces, au grand désarroi des populations qui ne peuvent payer qu'ainsi, ou, et c'est légitime, refusent d'avoir un prélèvement à l'échéance ou une mensualisation. Le 6 mai, Macron a fait rédiger une note précisant les conditions de versement pour les dons destinés à sauver Notre-Dame :

TOUTES les trésoreries doivent accepter chèques, numéraire, cartes et virements bancaires, sans limitation de montant ! Oui, vous avez bien lu, encore une fois deux poids, deux mesures et une constante : Foutage de gueule !

Télédeclarez-moi cette file d'attente que je ne saurais voir

Le 15 mai 2018, numéro 1, menaçant, reprochait aux agents du SIP de Brive la distribution de tracts devant le CFP, générant « une dégradation inacceptable des conditions d'accueil du public et la

sécurité du site, en pleine période de campagne de souscription des déclarations ».

Cette année, la colère gronde toujours, et les agents assurent, comme d'habitude, l'accueil du public. Mais le hall est toujours plein à craquer à tel point, que, dans la matinée du vendredi 10 mai, il a fallu fermer par deux fois les portes du Centre, laissant une longue file de redevables sur le trottoir, même si certains se rendaient dans d'autres services de l'immeuble ! La faute à qui ? Aux agents ? NON ! À la direction ? On vous laisse juge : dans les trésoreries qui ne gèrent plus l'impôt, numéro 2 a ordonné de « ne plus répondre aux demandes de renseignements concernant l'impôt et de rerouter les questions des contribuables vers le SIP de Brive ». Les collègues ne doivent plus renseigner ni donner de déclarations, les usagers ne peuvent déposer leurs déclarations de revenus dans le service le plus proche de chez eux, les SIP croulent sous les appels, E-Contact est en burn-out et donc, logique implacable, les contribuables se déplacent ! C'est ça le service public ? C'est ça le guichet unique ? Alors, la faute à qui ?

Ça sent le gaz !

Depuis quelques mois, une forte odeur de gaz d'échappement se fait sentir dans les bureaux de la tour. Il est vrai que plusieurs parkings sont désormais payants sur Tulle mais les collègues ne garent pas pour autant leur voiture dans le hall de la cité, faute d'accès ! Mais d'où peu bien provenir cette odeur entêtante ? Après plusieurs jours d'enquête, le mystère est enfin percé : Il s'agit des essais du groupe électrogène de la Cité. Mais, comment ce fait il que ces relents atteignent les étages ? Car, par manque de moyens financiers, on a fait l'impasse sur les protections censées juguler les émanations des gaz d'échappement. Que les agents soient intoxiqués, c'est sans importance, tant que le budget dédié à la Cité n'explose pas. On va finir pas croire que tous les moyens sont bons pour se débarrasser des fonctionnaires !!!!

Ceux qui s'en vont et ceux qui n'arrivent pas

La campagne des mutations est bien lancée, les mouvements font d'ores et déjà apparaître deux mauvaises nouvelles : Pour les cadres C, deux départs, sans compter les promotions, et ZERO arrivée dans le département. Chez les cadres, départ d'un AFIPA qui, lui, sera bien remplacé. Bon, c'est vrai, du coup ça ne fait qu'une mauvaise nouvelle, vous l'aurez noté de vous-même.

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30